

République du CAMEROON
Paix-Travail-Patrie

Ministère de la Santé Publique

CABINET DU MINISTRE

UNITE DE COORDINATION DES SUBVENTIONS DU
FONDS MONDIAL ET DES PARTENAIRES DE LA LUTTE
CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME



Republic of Cameroon
Peace-Work-Fatherland

Ministry of Public Health

MINISTER'S OFFICE

COORDINATION UNIT OF THE GLOBAL FUNDS
AND PARTNERS GRANTS FOR FIGHT
AGAINST AIDS, TUBERCULOSIS AND MALARIA

N° 013-264 /AONO/MINSANTE/SG/UCS/FMP/CIPM/2025 DU 29 III 2025

**RELATIF A LA COUVERTURE D'UNE POLICE D'ASSURANCE MALADIE POUR LE
PERSONNEL DES TROIS PROGRAMMES (CNLS, PNLT ET PNLP), PERIODE 2025-2026**

1. Objet de l'Appel d'offres

Le Ministre de la Santé Publique lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence en vue de la couverture d'une police d'assurance maladie pour le personnel du Comité National de Lutte contre le Sida (CNLS), du Programme National de Lutte contre la Tuberculose (PNLT) et du Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP) pour une période de vingt-quatre (24) mois.

2. Consistance des prestations

Les prestations à exécuter portent sur le remboursement et/ou la prise en charge, par le système de Tiers Payant, des frais de maladie ou d'accident et soins préventifs au personnel du CNLS, PNLT et PNLP.

Les prestations objet du présent Marché concernent une police d'assurance « maladie » au titre de la subvention GC7 (2025-2026) pour vingt-quatre (24) mois.

Le Maître d'Ouvrage envisage couvrir aux frais réels, l'ensemble du personnel des trois programmes ainsi que les conjoints et enfants réparties sur le territoire national.

La garantie du prestataire portera sur le remboursement ou la prise en charge des frais de maladie, d'accident et de soins préventifs définis ci-dessous :

- ✓ Les consultations et visites médicales ;
- ✓ Les frais médicaux ;
- ✓ Les frais pharmaceutiques ;
- ✓ Les frais d'analyse médicale ;
- ✓ Les frais d'hospitalisation ;
- ✓ Les frais des actes de spécialité, radiologie, chirurgie, électrothérapie ;
- ✓ Le cancer, Diabète, Hépatite ;
- ✓ Trithérapie (Les infections liées aux VIH) ;
- ✓ Le paludisme ;
- ✓ Les dialyses ;
- ✓ Maladie Cardio-vasculaires ;
- ✓ Les frais de maternité (Personnel et conjoints) ;
- ✓ L'assistance (Groupe1) ;
- ✓ L'évacuation sanitaire (Groupe1) ;
- ✓ Les soins à l'étranger (Groupe1) ;
- ✓ L'hospitalisation à l'étranger (Groupe1) ;
- ✓ Les frais de sanatorium et de préventorium (Groupe1) ;



- ✓ Les frais de lunetterie ;
- ✓ Les soins dentaires.
- ✓ La délivrance des attestations d'assurance voyage sans supplément de prime.

3. Tranches

Les prestations sont réparties en deux (02) tranches ci-après définies :

Une tranche ferme et une (1) tranche conditionnelle de douze (12) mois chacune

4. Financement et Coût prévisionnel

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le budget du Fonds Mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme – GC7 pour la partie hors taxe et le budget de l'Etat pour les taxes.

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de cent quarante un millions quatre cent trente-huit mille trois cent huit (141 438 308) FCFA Hors Taxes, soit cent soixante-huit millions six cent cinquante-quatre mille quatre-cent cinquante (168 654 450) FCFA Toutes Taxes Comprises pour les deux (2) tranches de même montant.

Pour chaque tranche de douze mois, le coût prévisionnel est de soixante-dix millions sept cent dix-quatorze mille six cent cinquante-quatre (70 714 654) FCFA hors taxes, soit quatre-vingt-quatre millions trois cent vingt-sept mille deux cent vingt-cinq (84 327 225) FCFA toutes taxes comprises.

5. Délai prévisionnel d'exécution

La période de couverture prévue par le Maître d'ouvrage est de vingt-quatre (24) mois calendaire répartie en deux (02) tranches de douze (12) mois chacune. Soit une tranche ferme et une tranche conditionnelle.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est réservée aux Compagnies d'Assurances de droit camerounais installées au Cameroun, remplissant les conditions prévues par la réglementation en vigueur dans les Etats membres de la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA) et agréées par le Ministère en charge des Finances.

7. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme - GC7, pour la partie hors taxes et le budget de l'Etat pour les taxes.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cet Appel d'Offres est exclusivement en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbré, daté et acquitté à la main, établi par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 13 du présent DAO et dont le montant s'élève à trois millions trois cent soixante-treize mille (3 373 000) francs FCFA valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date limite initiale de validité des offres accompagné du récépissé de dépôt de consignation délivré par la CDEC..

L'absence de la caution de soumission timbrée et acquittée à la main, délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.



10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics (Bureau des Appels d'Offres) du Ministre de la Santé Publique sis à l'immeuble de la Santé abritant la Division des Etudes et des Projets (DEP) non loin de l'immeuble de la Croix Rouge Camerounaise à Yaoundé (Téléphone/Fax 222 22 10 21), dès publication du présent avis et la version électronique sur la plateforme Cameroon On Ligne E-Procurement système (COLEPS) aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

Il est également possible d'obtenir le Dossier d'Appel d'Offres par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus-indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du Dossier d'Appel d'Offres.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu auprès du Secrétariat du Service des Marchés Publics du Ministre de la Santé Publique, au rez-de-chaussée de l'immeuble de la Santé situé derrière la Croix Rouge Camerounaise, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public de la somme non remboursable de cent-cinquante mille (150 000) FCFA représentant les frais d'achat du Dossier d'Appel d'Offres.

La copie de ladite quittance sera déposée au lieu du retrait du Dossier d'Appel d'Offres et portera les coordonnées du soumissionnaire.

12. Remise des offres

Les offres devront exclusivement être transmises via la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> au plus tard le 28 AOUT 2025 à 13 heures, heure locale.

Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous plis scellé avec indication claire et lisible (Copie de sauvegarde) en plus des références de l'Appel d'Offres dans les délais impartis.

De même une offre financière témoin scellée, à conserver par l'Organisme chargé de la Régulation, devra être transmise dans les mêmes délais.

13. Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'offre administrative,
- 10 MO pour l'offre technique,
- 5 MO pour l'offre financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels,
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire la taille des fichiers à transmettre.

14. Recevabilité des plis

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- les plis sans indication de l'identité du Dossier de Consultation.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies



certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois-(03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission timbrée et acquittée à la main, délivrée par une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

15. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en deux temps via la plateforme COLEPS et aura lieu le _____ à partir de 14 heures heure locale par la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère de la Santé Publique siégeant au premier étage de l'immeuble Ex PSFN situé à proximité du siège de la Croix Rouge Camerounaise, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.

L'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivie dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise.

Celle des offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note minimale de 80 points sur 100.

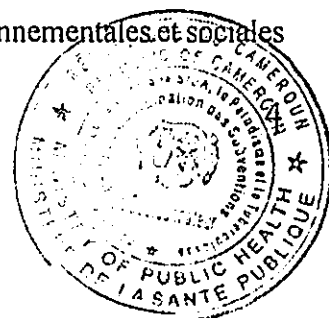
16. Critères d'évaluation

16.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

1. de l'absence du cautionnement de soumission timbré, daté et acquitté à la main, accompagné du récépissé de consignation délivré par le CDEC à l'ouverture des plis ;
2. de la non production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) ;
3. des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
4. de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
5. de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
6. de l'absence de l'agrément du Ministère des Finances autorisant à exercer dans le secteur des assurances et spécifiquement dans le domaine de l'Assurance maladie ;
7. de l'absence de l'attestation de l'adhésion aux conditions CIMA prouvant que le soumissionnaire n'est ni sous administration provisoire, ni en liquidation ;
8. Absence d'agrément en qualité de compagnie d'assurance ;
9. Note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
10. de la présence des informations financières dans l'offre technique ;
11. de la mise sous administration provisoire ou de redressement du soumissionnaire par la CIMA ;
12. de la non-conformité du mode de soumission ;
13. de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
14. de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
15. de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;



16. de l'absence des termes de références (TDR) et Cahier des Clauses Administratives Particulières paraphés signés et cachetés ;
17. de l'absence de l'agrément du Responsable désigné du soumissionnaire par le Ministère en charge des Finances ;
18. de l'Absence de la copie de sauvegarde de l'offre en cas de dysfonctionnement de la plateforme.

16. 2. Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points et les critères essentiels à la qualification des prestataires porteront sur :

Critères	Notation (points)
Présentation générale de l'offre	3
Références générales du soumissionnaire	6
Références spécifiques du soumissionnaire dans les branches 1, 2 et 18 de l'Article 328 du Code CIMA au cours des trois (03) dernières années	12
Description détaillée des garanties offertes	14
Modalité de mise en jeu des garanties	10
Couverture des engagements règlementés : moyenne des exercices 2022, 2023 et 2024 (Etat C4)	22
Couverture de la marge de solvabilité : moyenne des exercices 2022, 2023 et 2024 (Etat C11)	12,5
Cadence de règlement des sinistres dans la branche similaire au cours des trois (03) dernières années (Etat C10.c Tableau D)	12,5
Traités de réassurance dans la branche similaire en cours de validité	6
Qualité de service	2
	100

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

17. Attribution

Le Cocontractant de l'Administration sera choisi selon la méthode du mieux disant, conformément aux procédures décrites dans le présent Dossier d'Appel d'Offres.

Il s'agit du soumissionnaire ayant obtenu la note globale (NG) la plus élevée par combinaison de la note technique (NT) et de la note financière (NF) affectées des poids définis ci-dessous :

Coefficient de pondération de la note technique : 0,8

Coefficient de pondération de la note financière : 0,2

La note définitive (ND) de l'offre du soumissionnaire sera obtenue par la formule :

$$ND = 0,8 NT + 0,2 NF.$$

18. Nombre maximum de lots :

L'ensemble des prestations du présent Dossier d'Appel d'Offres constitue un lot unique.

19. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite initialement fixée pour la remise des offres.

20. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du MINSANTE, sis à l'immeuble de la Santé situé à proximité du siège de la Croix Rouge



initialement fixée pour la remise des offres.

20. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du MINSANTE, sis à l'immeuble de la Santé situé à proximité du siège de la Croix Rouge Camerounaise à Yaoundé ou à l'Unité de Coordination des Subventions du Fonds Mondial et des partenaires la Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme, sis au premier étage de l'immeuble Ex-PSFN situé à côté de l'Immeuble de la Santé ; Tél : 650 84 87 45 ; ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

21. ASSISTANCE TECHNIQUE

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email : dsi@minmap.cm.

22. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de tentative de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

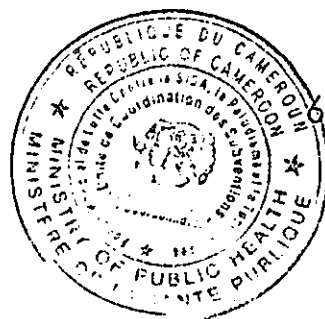
Yaoundé, le 29 JUL 2025

Ampliations :

- MINMAP ;
- MINSANTE/CAB ;
- UCS/FMP ;
- CIPM/MINSANTE ;
- ARMP/JDM (pour publication) ;
- CNLS/PNLT/PNLP (pour affichage) ;
- Cellule informatique pour publication dans le site Web MINSANTE



Dr. Mamadou Ntatche



Paix-Travail-Patrie

Ministère de la Santé Publique

CABINET DU MINISTRE

UNITE DE COORDINATION DES SUBVENTIONS DU
FONDS MONDIAL ET DES PARTENAIRES DE LA LUTTE
CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME



Peace-Work-Fatherland

Ministry of Public Health

MINISTER'S OFFICE

COORDINATION UNIT OF THE GLOBAL FUNDS
AND PARTNERS GRANTS FOR FIGHT
AGAINST AIDS, TUBERCULOSIS AND MALARIA

URGENT OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

No. D.13-264 /ONIT/MINSANTE/SG/UCS-FMP/CIPM/2025 of 29 JULI 2025
FOR THE SUBSCRIPTION OF A HEALTH INSURANCE POLICY FOR THE STAFF OF
THE THREE PROGRAMMES (CNLS, PNLT AND PNLP), FOR THE 2025–2026 PERIOD

1. Purpose of the Tender

The Minister of Public Health hereby launches an Urgent Open National Invitation to Tender for the subscription of a health insurance policy to cover the staff of the National AIDS Control Committee (NACC), the National Tuberculosis Control Programme (NTCP), and the National Malaria Control Programme (NMCP), for a period of twenty-four (24) months..

2. Consistency of benefits

The services to be provided under this contract include the reimbursement and/or coverage through a third-party payment system of medical, accident-related, and preventive healthcare expenses for the staff of the NACC, NTCP, and NMCP.

The present contract concerns a "health" insurance policy under the GC7 Grant (2025–2026) for a duration of twenty-four (24) months.

The Contracting Authority intends to fully cover, at actual cost, all personnel of the three programmes, including spouses and children, throughout the national territory.

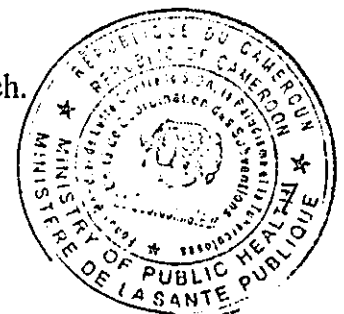
- ✓ Medical consultations and visits
- ✓ Medical expenses
- ✓ Pharmaceutical expenses
- ✓ Laboratory test expenses
- ✓ Hospitalization costs
- ✓ Specialist procedures, radiology, surgery, electrotherapy
- ✓ Cancer, diabetes, hepatitis treatment
- ✓ Antiretroviral therapy (HIV-related infections)
- ✓ Malaria treatment
- ✓ Dialysis sessions
- ✓ Cardiovascular diseases
- ✓ Maternity expenses (for staff and spouses)
- ✓ Assistance services (Group 1)
- ✓ Medical evacuation (Group 1)
- ✓ Medical treatment abroad (Group 1)
- ✓ Hospitalization abroad (Group 1)
- ✓ Sanatorium and preventorium costs (Group 1)
- ✓ Optical care (eyeglasses)
- ✓ Dental care
- ✓ Issuance of travel insurance certificates without additional premium

3. Tranches

Benefits are divided into two (02) tranches as defined below:

One firm tranche and one (1) conditional tranche of twelve (12) months each.

4. Funding and Estimated Cost



Minister of Public Health, located on the ground floor of the Health Building behind the Cameroon Red Cross, upon presentation of a receipt of payment to the Public Treasury in the non-refundable amount of one hundred fifty thousand (150,000) CFA francs, representing the Tender Document purchase fee.

A copy of this receipt must be deposited at the location where the Tender Document is collected, and it must include the bidder's contact details.

12. Submission of tenders

Bids must be submitted exclusively via the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> no later than 20 AUG 2025 at 1:00 PM local time.

A backup copy of the bid, recorded on a USB drive, must be submitted in a sealed envelope, clearly marked as "Backup Copy", along with the references of the Invitation to Tender, within the specified deadlines.

Additionally, a sealed financial bid sample, to be retained by the Regulatory Authority, must also be submitted within the same deadline.

13. File Size and Format

The maximum sizes for documents to be uploaded to the platform as part of the bidder's submission are as follows:

- ✓ 5 MB for the administrative offer,
- ✓ 10 MB for the technical offer,
- ✓ 5 MB for the financial offer.

The accepted formats are:

- ✓ PDF for textual documents,
- ✓ JPEG for images.

The bidder is advised to use compression software to reduce the size of files for submission.

14. Receipt of Packages

The administrative documents, technical offer and financial offer must be placed in separate envelopes and returned to sealed envelope. The Contracting Authority shall rule out the following:

- ✓ The envelopes with the identity of the tenderer s;
- ✓ Packages received after the closing dates and times for deposit;
- ✓ The pleats without indication of the identity of the Tender;
- ✓ The folds not in accordance with the submission method;
- ✓ Failure to comply with the number of copies indicated in the OPR or offer only in copies.

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the Tender Documents will be declared inadmissible. Notably the absence of a tender guarantee issued by an organization or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue guarantees in the field of public contracts or non-compliance with the models of the documents of the Tender Dossier, will result in the outright rejection of the offer without any recourse.

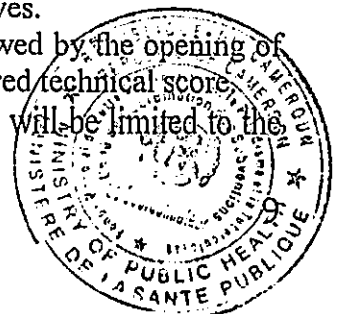
On pain of rejection, the required administrative documents must be produced in originals or copies certified by the issuing service or an administrative authority competent in the matter, in accordance with the provisions of the Specific Rules of the Tender Procedure. They must be valid or have been drawn up after the date of signature of the Notice of Invitation to Tender.

15. Opening of the folds

The bid opening will take place in two stages via the COLEPS platform and will be held on [insert date], starting at 2:00 PM local time, by the Internal Procurement Commission of the Ministry of Public Health, located on the first floor of the Ex-PSFN building, near the Cameroon Red Cross headquarters, in the presence of bidders or their duly authorized representatives.

The opening of administrative and technical bids will take place first, followed by the opening of the financial bids from those bidders who have achieved the minimum required technical score.

The opening of the financial bids will occur after the technical analysis and will be limited to the bidders who have achieved a minimum score of 80 points out of 100.



Minister of Public Health, located on the ground floor of the Health Building behind the Cameroon Red Cross, upon presentation of a receipt of payment to the Public Treasury in the non-refundable amount of one hundred fifty thousand (150,000) CFA francs, representing the Tender Document purchase fee.

A copy of this receipt must be deposited at the location where the Tender Document is collected, and it must include the bidder's contact details.

12. Submission of tenders

Bids must be submitted exclusively via the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> no later than [insert date] at 1:00 PM local time.

A backup copy of the bid, recorded on a USB drive, must be submitted in a sealed envelope, clearly marked as "Backup Copy", along with the references of the Invitation to Tender, within the specified deadlines.

Additionally, a sealed financial bid sample, to be retained by the Regulatory Authority, must also be submitted within the same deadline.

13. File Size and Format

The maximum sizes for documents to be uploaded to the platform as part of the bidder's submission are as follows:

- ✓ 5 MB for the administrative offer,
- ✓ 10 MB for the technical offer,
- ✓ 5 MB for the financial offer.

The accepted formats are:

- ✓ PDF for textual documents,
- ✓ JPEG for images.

The bidder is advised to use compression software to reduce the size of files for submission.

14. Receipt of Packages

The administrative documents, technical offer and financial offer must be placed in separate envelopes and returned to sealed envelope. The Contracting Authority shall rule out the following:

- ✓ The envelopes with the identity of the tenderer s;
- ✓ Packages received after the closing dates and times for deposit;
- ✓ The pleats without indication of the identity of the Tender;
- ✓ The folds not in accordance with the submission method;
- ✓ Failure to comply with the number of copies indicated in the OPR or offer only in copies.

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the Tender Documents will be declared inadmissible. Notably the absence of a tender guarantee issued by an organization or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue guarantees in the field of public contracts or non-compliance with the models of the documents of the Tender Dossier, will result in the outright rejection of the offer without any recourse.

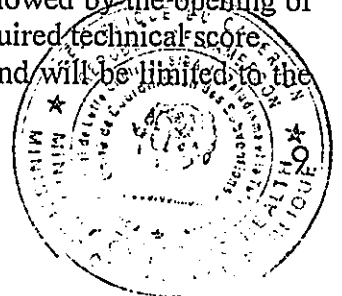
On pain of rejection, the required administrative documents must be produced in originals or copies certified by the issuing service or an administrative authority competent in the matter, in accordance with the provisions of the Specific Rules of the Tender Procedure. They must be valid or have been drawn up after the date of signature of the Notice of Invitation to Tender.

15. Opening of the folds

The bid opening will take place in two stages via the COLEPS platform and will be held on [insert date], starting at 2:00 PM local time, by the Internal Procurement Commission of the Ministry of Public Health, located on the first floor of the Ex-PSFN building, near the Cameroon Red Cross headquarters, in the presence of bidders or their duly authorized representatives.

The opening of administrative and technical bids will take place first, followed by the opening of the financial bids from those bidders who have achieved the minimum required technical score.

The opening of the financial bids will occur after the technical analysis and will be limited to the bidders who have achieved a minimum score of 80 points out of 100.



16. Evaluation criteria

16-1 Elimination criteria

Eliminatory Criteria set the minimum conditions to be met for a bidder to be admitted to the evaluation based on the essential criteria. Failure to meet these criteria will result in the rejection of the bidder's offer.

These criteria include, but are not limited to:

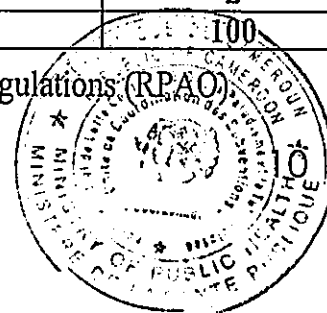
1. Absence of a stamped, dated, and hand-paid tender guarantee, accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC at the bid opening.
2. Failure to submit, within 48 hours after the bid opening, a document from the administrative file that is deemed non-compliant or missing (except for the tender guarantee).
3. False statements, fraudulent practices, or forged documents.
4. Absence of the sworn declaration of non-abandonment of contracts in the past three years.
5. Absence of a quantified unit price in the financial bid.
6. Absence of the Ministry of Finance's authorization to operate in the insurance sector, specifically in health insurance.
7. Absence of a certificate of compliance with CIMA conditions, proving that the bidder is neither under provisional administration nor in liquidation.
8. Absence of the insurance company accreditation.
9. A technical score of less than 80 points out of 100.
10. Presence of financial information in the technical offer.
11. The bidder being placed under provisional administration or receivership by CIMA.
12. Non-compliance with the submission mode.
13. Absence of a component in the financial offer (such as the submission, BPU, or DQE).
14. Absence of a dated and signed integrity charter.
15. Absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses.
16. Absence of the Terms of Reference (TOR) and Special Administrative Clauses signed, initialed, and stamped.
17. Absence of the Ministry of Finance's approval of the designated representative of the bidder.
18. Absence of a backup copy of the bid in case of platform malfunction.

16 2. Essential criteria

Technical offers will be evaluated out of a total of one hundred (100) points, and the essential criteria for the qualification of bidders will be based on the following:

Criteria	Scoring (points)
General presentation of the offer	3
General references of the bidder	6
Specific references of the bidder in branches 1, 2, and 18 of Article 328 of the CIMA Code over the past three (03) years	12
Detailed description of the guarantees offered	14
Method of implementing the guarantees	10
Coverage of regulated commitments: average for the years 2022, 2023, and 2024 (State C4)	22
Coverage of solvency margin: average for the years 2022, 2023, and 2024 (State C11)	12.5
Claims settlement rate in a similar branch over the last three (03) years (State C10.c, Table D)	12.5
Reinsurance treaties in a similar branch currently valid	6
Service quality	2
Total	100

The essential criteria and sub-criteria are detailed in the Special Tender Regulations (RPAO).



Technical offers will be evaluated on one hundred (100) points and the essential criteria for qualification of providers will relate to:

17. Attribution

The Contractor of the Administration will be selected using the best value method, in accordance with the procedures outlined in this Tender Document.

The selected bidder will be the one who achieves the highest overall score (OG), which is the combined score of the technical score (TS) and the financial score (FS), weighted as follows:

- ✓ Weight coefficient of the technical score: 0.8
- ✓ Weight coefficient of the financial score: 0.2

The final score (FS) of the bidder's offer will be calculated using the formula:

$$FS = 0.8 TS + 0.2 FS$$

18 Maximum number of lots:

All the services in this Tender Document constitute a single lot.

19. Duration of validity of the offers

Tenderers remain bound by their tender for 90 days from the original closing date for submission of tenders.

20. Additional information

Further information can be obtained during working hours at the Public Procurement Service of MINSANTE, located in the Health Building, near the Cameroon Red Cross headquarters in Yaoundé, or at the Global Fund and Partners Coordination Unit for the Fight against AIDS, Tuberculosis, and Malaria, located on the first floor of the Ex-PSFN Building, next to the Health Building; Tel: 650 84 87 45; or online on the COLEPS platform at the addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

21. Technical assistance

For technical assistance related to the use of the platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or email: dsi@minmap.cm.

22. Combating corruption and bad practices

For any denunciation of corrupt practices, acts or attempts, please call CONAC at 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) at (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Distributions:

- ✓ MINMAP;
- ✓ MINSANTE/CAB;
- ✓ UCS/FMP;
- ✓ CSPM/CNLS;
- ✓ ARMP/JDM (for publication);
- ✓ GTC/CNLS, PNLP, and PNLT (for posting);
- ✓ IT Department for publication on the MINSANTE website.

Yaoundé, on 29 JUL 2025



Dr. Mambounda Malachue

